

La France insoumise : des cadres veulent revoir l'organisation du mouvement



Le Monde s'est procuré une lettre où des cadres critiques les dirigeants du parti candidat aux européennes.

Avec Atlantico
Rédaction

Jean-Luc Mélenchon n'a pas que des amis au sein de son parti La France insoumise. En effet le candidat aux dernières élections présidentielles est vivement critiqué en interne. En cause : son tweet le 5 janvier dernier à propos de son ancien orateur qui s'exprimait sur la chaîne CNEWS. Il avait ainsi déclaré : « *Inacceptable. @CNEWS déclare porte parole insoumis un nationaliste qui a été banni du mouvement comme François Cocq ! Assez de manipulations !* »

Une déclaration qui n'a peut-être l'air de rien mais qui a fait beaucoup de bruit au cœur de LFI. Le Monde s'est procuré une lettre interne qui date du 9 janvier et rédigée par cinq membres du parti candidats aux européennes : Charlotte Girard (coresponsable du programme), Charlotte Girard, Romain Dureau, Nicolas Guillet et Manon Le Bretton.

Dans cette lettre publiée par *Le Monde* sur son site internet, le président insoumis est vivement critiqué par ses cadres qui désirent également une restructuration du mouvement :

« *L'épisode qui s'est ouvert pour La France insoumise samedi 5 janvier 2019 nous semble devoir être pris au sérieux, par ses conséquences et ses implications. En pleine journée de mobilisation des "gilets jaunes", un Tweet de Jean-Luc Mélenchon, dénonçant l'intervention de François Cocq sur CNews en le qualifiant de "nationaliste", a suscité la stupéfaction dans nos rangs comme sur les réseaux sociaux. Outre le fait que cela a relancé inutilement un débat houleux concernant la constitution de notre liste et la ligne politique de La France insoumise, la méthode consistant à prononcer publiquement le "bannissement" d'un membre fondateur de La France insoumise, qui plus est orateur national et bénéficiant d'une large reconnaissance dans le mouvement, est non seulement préoccupante par sa brutalité, mais dangereuse pour ce qu'elle signifie politiquement : la possibilité de disposer unilatéralement du sort politique d'un camarade hors de tout cadre collectif. [...] Il est évident que cet épisode pose à nouveau la question fondamentale de la structuration du mouvement qui, s'il doit demeurer distinct dans son principe d'un parti politique classique, ne doit pas se retourner contre les perspectives révolutionnaires qu'il s'est lui-même donné.* »

Manuel Bompard, coordinateur de l'équipe opérationnelle de La France Insoumise, aurait également demandé à ce que la qualification de "nationaliste" soit rectifiée car diffamatoire.